

Les agences de renseignement américaines et britanniques déclarent la cyberguerre contre les médias indépendants



[Source : Réseau International]

par Whitney Webb.

Les services de renseignement britanniques et américains sont en train de « militariser la vérité » pour mettre fin aux hésitations concernant les vaccins, alors que les deux pays se préparent à des inoculations massives. Une « cyberguerre » récemment annoncée, qui sera commandée par des arbitres de la vérité utilisant l'IA, contre des sources d'information qui contestent les récits officiels.

La semaine dernière, les États de sécurité nationale des États-Unis et du Royaume-Uni ont discrètement laissé entendre que les cyber-outils et les tactiques en ligne précédemment conçus pour être utilisés dans la « guerre contre le terrorisme » de l'après-11 septembre sont maintenant reconvertis pour être utilisés contre les sources d'information qui encouragent « l'hésitation à se vacciner » et les informations relatives à la Covid-19 qui vont à l'encontre des déclarations de l'État.

Une nouvelle cyber-offensive a été lancée lundi par l'agence britannique de renseignement sur les signaux, le Quartier Général des Communications du Gouvernement (GCHQ), qui cherche à cibler les sites web qui publient des contenus considérés comme de la « propagande » qui suscite des inquiétudes concernant le développement du vaccin contre la Covid-19 commandité par l'État et les multinationales pharmaceutiques impliquées.

Des efforts similaires sont en cours aux États-Unis, l'armée américaine ayant récemment financé une entreprise parrainée par la CIA – composée d'anciens responsables de la lutte antiterroriste qui étaient derrière l'occupation de l'Irak et la montée de l'État Islamique – pour développer un algorithme basé sur l'IA visant spécifiquement les nouveaux sites web promouvant la désinformation « suspecte » liée à la crise de la Covid-19 et l'effort de vaccination contre la Covid-19 mené par l'armée américaine, connu sous le nom d'Opération Warp Speed.

Les deux pays s'apprêtent à réduire au silence les journalistes indépendants qui expriment des inquiétudes légitimes quant à la corruption de l'industrie

pharmaceutique ou à l'extrême secret qui entoure les efforts de vaccination contre la Covid-19 menés par l'État, maintenant que le vaccin candidat de Pfizer doit être approuvé par la Food and Drug Administration (FDA) américaine d'ici la fin du mois.

L'histoire de Pfizer, qui s'est vu infliger des milliards d'amendes pour commercialisation illégale et corruption de fonctionnaires pour les aider à couvrir un essai de médicament illégal qui a tué onze enfants (entre autres crimes), n'a pas été mentionnée par la plupart des médias, qui ont au contraire célébré l'approbation apparemment imminente du vaccin contre la Covid-19 de la société sans s'interroger sur l'histoire de la société ou sur le fait que la technologie ARNm utilisée dans le vaccin a suivi les protocoles normaux des essais de sécurité et n'a jamais été approuvée pour un usage humain. Il n'est pas non plus mentionné que la Directrice du Centre d'Évaluation et de Recherche sur les Médicaments de la FDA, Patrizia Cavazzoni, est l'ancienne Vice-Présidente de Pfizer pour la sécurité des produits, qui a dissimulé le lien entre l'un de ses produits et des anomalies congénitales.



Des piétons passent devant le siège mondial de Pfizer à New York, le lundi 9 novembre 2020. Pfizer affirme qu'un premier coup d'œil à ses données sur les vaccins suggère que les injections pourraient être efficaces à 90% pour prévenir la COVID-19, mais cela ne signifie pas qu'un vaccin est imminent.
(AP Photo/Bebeto Matthews)

Le pouvoir de l'État est exercé comme jamais auparavant pour contrôler les discours en ligne et retirer des plateformes les sites d'information afin de protéger les intérêts de puissantes entreprises comme Pfizer et d'autres géants pharmaceutiques à scandales, ainsi que les intérêts des États de sécurité nationale des États-Unis et du Royaume-Uni, qui sont eux-

mêmes intimement impliqués dans le projet de vaccination contre la Covid-19.

La nouvelle cyberguerre des services secrets britanniques contre la « propagande anti-vaccinale »

Lundi, le journal britannique The Times a rapporté que le GCHQ du Royaume-Uni « a lancé une cyber-opération offensive pour stopper la propagande anti-vaccins diffusée par des États hostiles » et « utilise pour ce faire une boîte à outils mise au point pour s'attaquer au matériel de désinformation et de recrutement colporté par l'État Islamique ». En outre, le gouvernement britannique a ordonné à la 77ème brigade de l'armée britannique, spécialisée dans la « guerre de l'information », de lancer une campagne en ligne pour contrer les « récits trompeurs » sur les vaccins candidats contre la Covid-19.

La « cyberguerre » récemment annoncée par le GCHQ ne se contentera pas de faire disparaître la « propagande anti-vaccins », mais cherchera également à « mettre fin aux opérations des cyberacteurs qui en sont responsables, notamment en cryptant leurs données pour qu'ils ne puissent pas y accéder et en bloquant les communications entre eux ». L'effort consistera également pour le GCHQ à contacter d'autres pays de l'alliance « Five Eyes » (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada) pour alerter leurs agences partenaires dans ces pays afin qu'elles ciblent ces sites de « propagande » hébergés à l'intérieur de leurs frontières.

Le Times a déclaré que « le gouvernement considère la lutte contre les fausses informations sur l'inoculation comme une priorité croissante à mesure que la perspective d'un vaccin fiable contre le coronavirus se rapproche », ce qui laisse entendre que les efforts continueront à s'intensifier à mesure qu'un vaccin candidat se rapproche de l'approbation.

Il semble que, du point de vue de l'État de sécurité nationale britannique, ceux qui remettent en question la corruption dans l'industrie pharmaceutique et son impact possible sur les principaux vaccins candidats expérimentaux contre la Covid-19 (qui utilisent tous des technologies vaccinales expérimentales qui n'ont jamais été approuvées auparavant pour un usage humain) devraient être ciblés avec des outils conçus à l'origine pour lutter contre la propagande terroriste.

Alors que le Times a affirmé que l'effort viserait le contenu « qui provient uniquement des adversaires de l'État » et ne ciblerait pas les sites de « citoyens ordinaires », le journal a suggéré que l'effort s'appuierait sur le gouvernement américain pour déterminer si un site fait partie ou non d'une opération de « désinformation étrangère ».

Ceci est très troublant étant donné que les États-Unis ont récemment saisi les domaines de nombreux sites, dont l'American Herald Tribune, qu'ils ont erronément qualifié de « propagande iranienne », bien que son rédacteur en chef, Anthony Hall, soit basé au Canada. Le gouvernement américain a fait cette déclaration au sujet de l'American Herald Tribune après que la société

de cybersécurité FireEye, un sous-traitant du gouvernement américain, ait déclaré qu'il avait une « confiance modérée » dans le fait que le site ait été « fondé en Iran ».

En outre, le fait que le GCHQ ait affirmé que la plupart des sites qu'il prévoit de cibler sont « liés à Moscou » est d'autant plus préoccupant que le gouvernement britannique a été impliqué dans le financement de l'Initiative pour l'Intégrité du groupe de réflexion Institute for Statecraft, qui a faussement qualifié les critiques des actions du gouvernement britannique ainsi que ses récits concernant le conflit en Syrie de campagnes de « désinformation russe ».

Compte tenu de ce précédent, il est certainement plausible que le GCHQ puisse croire la parole d'un gouvernement allié, d'un sous-traitant du gouvernement, ou peut-être même d'une organisation médiatique alliée comme Bellingcat ou le DFRLab du Conseil Atlantique, affirmant qu'un site donné est de la « propagande étrangère », afin de lancer une cyber-offensive contre lui. Ces préoccupations ne sont qu'amplifiées lorsque l'une des principales sources gouvernementales pour l'article du Times déclare sans ambages que « le GCHQ a reçu l'ordre de retirer les « antivaccins » [sic] d'Internet et des médias sociaux. Des moyens ont été utilisés pour surveiller et perturber la propagande terroriste », ce qui suggère que les cibles de la nouvelle cyberguerre du GCHQ seront, en fait, déterminées par le contenu lui-même plutôt que par leur origine « étrangère » présumée. L'aspect « étranger » semble plutôt être un moyen d'échapper à l'interdiction du mandat opérationnel du GCHQ de cibler les discours ou les sites web de citoyens ordinaires.

Ce pivot plus large visant à traiter les prétendus « antivaccins » comme des « menaces pour la sécurité nationale » s'est poursuivi pendant une grande partie de cette année, sous l'impulsion notamment d'Imran Ahmed, le PDG du Centre pour la Lutte contre la Haine Numérique basé au Royaume-Uni, membre du Comité Directeur pour la Lutte contre l'Extrémisme du gouvernement britannique.

Ahmed a déclaré au journal britannique The Independent en juillet : « J'irais au-delà du fait d'appeler les antivaccins des théoriciens du complot pour dire qu'ils sont un groupe extrémiste qui pose un risque pour la sécurité nationale ». Il a ensuite déclaré : « Une fois que quelqu'un a été exposé à un type de conspiration, il est facile de le conduire sur une voie où il adopte des visions du monde plus radicales qui peuvent conduire à un extrémisme violent », ce qui implique que les « antivaccins » pourraient se livrer à des actes d'extrémisme violent. Parmi les sites web cités par l'organisation d'Ahmed comme promouvant ce genre « d'extrémisme » qui pose un « risque pour la sécurité nationale » figurent Children's Health Defense, le National Vaccine Information Center, Informed Consent Action Network et Mercola.com, entre autres.

De même, un groupe de réflexion lié aux services de renseignement américains – dont l'équivalent du GCHQ, la National Security Agency, participera à la

« cyberguerre » récemment annoncée – a affirmé dans un document de recherche publié quelques mois à peine avant le début de la crise de la Covid-19 que « le mouvement des ‘antivaccins’ américain constituerait une menace pour la sécurité nationale en cas de ‘pandémie avec un nouvel organisme’ ».

InfraGard, « un partenariat entre le Bureau Fédéral d’Investigation (FBI) et des membres du secteur privé », a averti dans le document publié en juin dernier que « le mouvement des antivaccins américain serait également lié aux « campagnes de désinformation et de propagande sur les médias sociaux » orchestrées par le gouvernement russe », comme le cite The Guardian. Le document d’InfraGard affirme en outre que les principaux « antivaccins » sont alignés « sur d’autres mouvements de conspiration, notamment l’extrême droite ... et sur les campagnes de désinformation et de propagande des médias sociaux menées par de nombreux acteurs étrangers et nationaux ». Parmi ces acteurs figure l’Internet Research Agency, l’organisation alignée au gouvernement russe ».

Un article publié le mois dernier par le Washington Post affirmait que « l’hésitation sur les vaccins se mélange avec la négation du coronavirus et se confond avec les théories de conspiration américaines d’extrême droite, notamment Qanon », que le FBI a qualifié l’année dernière de menace potentielle de terrorisme intérieur. L’article cite Peter Hotez, doyen de l’école de médecine tropicale du Baylor College of Medicine à Houston, qui a déclaré : « Le mouvement anti-vaccination américain se mondialise et va vers des tendances plus extrémistes ».



Simone Warstat, de Louisville (Colorado), brandit une pancarte lors d’un rassemblement contre un projet de loi visant à rendre plus difficile aux parents de se soustraire à la vaccination de leurs enfants pour des raisons

non médicales, dimanche 7 juin 2020, à Denver.

Il convient de souligner que de nombreux « antivaccins » sont en fait des critiques de l'industrie pharmaceutique et ne sont pas nécessairement opposés aux vaccins en soi, ce qui rend les étiquettes « antivaccins » et « antivaccination » trompeuses. Étant donné que de nombreux géants pharmaceutiques impliqués dans la fabrication des vaccins contre la Covid-19 font des dons importants aux politiciens des deux pays et ont été impliqués dans de nombreux scandales liés à la sécurité, utiliser les agences de renseignement de l'État pour mener une cyberguerre contre des sites qui enquêtent sur de telles préoccupations est non seulement troublant pour l'avenir du journalisme, mais cela suggère que le Royaume-Uni fait un pas dangereux pour devenir un pays qui utilise ses pouvoirs d'État pour traiter les ennemis des entreprises comme des ennemis de l'État.

L'entreprise parrainée par la CIA qui « militarise la vérité » avec l'IA

Début octobre, l'Armée de l'Air des États-Unis et le Commandement des Opérations Spéciales des États-Unis ont annoncé qu'ils avaient attribué un contrat de plusieurs millions de dollars à la société américaine de « renseignement machine » Primer. Selon le communiqué de presse, « Primer va développer la toute première plateforme d'apprentissage automatique pour identifier et évaluer automatiquement la désinformation suspecte. Primer améliorera également sa plateforme de traitement du langage naturel pour analyser automatiquement les événements tactiques afin de fournir aux commandants une vision sans précédent des événements en temps quasi réel ».

Selon Primer, la société « construit des logiciels qui lisent et écrivent en anglais, en russe et en chinois pour découvrir automatiquement des tendances et des modèles dans de grands volumes de données », et leur travail « soutient la mission de la communauté du renseignement et du Département de la Défense en général en automatisant les tâches de lecture et de recherche pour améliorer la rapidité et la qualité de la prise de décision ». En d'autres termes, Primer développe un algorithme qui permettrait à l'État de sécurité nationale d'externaliser de nombreux postes d'analystes militaires et de renseignement vers l'IA. En fait, la société l'admet ouvertement, en déclarant que ses efforts actuels « vont automatiser le travail généralement effectué par des dizaines d'analystes dans un centre d'opérations de sécurité pour ingérer toutes les données pertinentes à un événement au fur et à mesure qu'il se produit et les canaliser dans une interface utilisateur unifiée ».

L'objectif ultime de Primer est d'utiliser son IA pour automatiser entièrement le façonnage des perceptions du public et devenir l'arbitre de la « vérité », telle que définie par l'État. Le fondateur de Primer, Sean Gourley, qui a précédemment créé des programmes basés sur l'IA pour l'armée afin de traquer « l'insurrection » dans l'Irak post-invasion, a affirmé dans un article en avril que « la guerre informatique et les campagnes de désinformation deviendront, en 2020, une menace plus sérieuse que la guerre

physique, et nous devons repenser les armes que nous déployons pour les combattre ».

Dans ce même article, Gourley a plaidé pour la création d'un « Projet Manhattan pour la vérité » qui créerait une base de données de type Wikipédia accessible au public, construite à partir de « bases de connaissances qui existent déjà dans les agences de renseignement de nombreux pays à des fins de sécurité nationale ». Gourley a ensuite écrit que « cet effort consisterait en fin de compte à construire et à améliorer notre intelligence collective et à établir une base de référence pour ce qui est vrai ou non » comme l'ont établi les agences de renseignement. Il conclut son article en déclarant « qu'en 2020, nous commencerons à militariser la vérité ».

Notamment, le 9 novembre, le jour même où le GCHQ a annoncé ses plans pour cibler la « propagande anti-vaccins », le site web américain NextGov a rapporté que l'effort de Primer financé par le Pentagone avait tourné son attention spécifiquement vers la « désinformation liée à la Covid-19 ». Selon le directeur scientifique de Primer, John Bohannon, « Primer va intégrer des capacités de détection de bot, de détection de texte synthétique et d'analyse de revendications textuelles non structurées dans notre plateforme d'intelligence artificielle existante actuellement utilisée par le Département de la Défense ... Cela permettra de créer la première plateforme unifiée prête pour la mission afin de contrer efficacement la désinformation liée à la Covid-19 quasiment en temps réel ».

Bohannon, qui travaillait auparavant comme journaliste de premier plan intégré aux forces de l'OTAN en Afghanistan, a également déclaré à NextGov que le nouvel effort de Primer axé sur la Covid-19 « classe automatiquement les documents dans l'une des 10 catégories pour permettre la détection de l'impact de la COVID » sur des domaines tels que « les affaires, la science et la technologie, l'emploi, l'économie mondiale et les élections ». Le produit final devrait être livré au Pentagone au cours du deuxième trimestre de l'année prochaine.

Bien qu'il s'agisse d'une société dite privée, Primer est profondément liée à l'État de sécurité nationale qu'elle est censée protéger en « militarisant la vérité ». Primer est fière de se présenter comme une entreprise dont plus de 15% du personnel est issu de la communauté des services de renseignement ou de l'armée américaine. Le Directeur du Groupe de Sécurité Nationale de la société est Brian Raymond, un ancien officier de renseignement de la CIA qui a occupé le poste de Directeur pour l'Irak au Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis après avoir quitté l'agence.

L'entreprise a également récemment ajouté à son conseil d'administration plusieurs hauts responsables de la sécurité nationale, dont :

- Le Général Raymond Thomas (à la retraite), qui a dirigé le commandement de toutes les Forces d'Opérations Spéciales des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan et est l'ancien Commandant du Commandement des Opérations Spéciales des États-Unis et du Commandement des Opérations Spéciales

Conjointes (JSOC).

- Le Lieutenant Général VeraLinn Jamieson (retraîtée), ancienne Chef d'État-Major Adjoint pour le Renseignement, la Surveillance et la Reconnaissance de l'Armée de l'Air, qui a dirigé les forces de renseignement et les cyberforces de l'Armée de l'Air. Elle a également personnellement développé des « partenariats stratégiques » entre l'Armée de l'Air et Microsoft, Amazon, Google et IBM afin « d'accélérer la transformation numérique de l'Armée de l'Air ».
- Brett McGurk, l'un des « architectes en chef » de la « poussée » de la guerre en Irak, aux côtés de la célèbre famille Kagan, en tant que Directeur du NSC pour l'Irak, puis comme assistant spécial du Président et Directeur Principal pour l'Irak et l'Afghanistan sous l'administration Bush. Sous Obama et pendant une partie de l'administration Trump, McGurk a été l'envoyé spécial du Président pour la Coalition Mondiale pour vaincre l'État Islamique au Département d'État, aidant à gérer la « sale guerre » menée par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres alliés contre la Syrie.

En plus de ces récentes embauches au sein du conseil d'administration, Primer a fait appel à Sue Gordon, l'ancienne Directrice Adjointe Principale du Renseignement National, en tant que conseillère stratégique. Gordon avait auparavant « dirigé des partenariats au sein de la communauté du renseignement américain et fourni des conseils au Conseil National de Sécurité dans son rôle de Directrice Adjointe du Renseignement National » et avait eu une carrière de vingt-sept ans à la CIA. Ces liens profonds ne sont pas surprenants, étant donné que Primer est financièrement soutenu par la branche de capital-risque de la CIA, In-Q-Tel, et par la branche de capital-risque du milliardaire Mike Bloomberg, Bloomberg Beta.

La blitzkrieg contre la désinformation de l'Opération Warp Speed

L'intérêt croissant des États-Unis et du Royaume-Uni pour la « désinformation » sur la Covid-19, en particulier en ce qui concerne les prochaines campagnes de vaccination, est étroitement lié à la stratégie d'engagement médiatique de l'Opération Warp Speed du gouvernement américain.

Officiellement un « partenariat public-privé », l'Opération Warp Speed, qui a pour objectif de vacciner 300 millions d'Américains d'ici janvier prochain, est dominée par l'armée américaine et implique également plusieurs agences de renseignement américaines, dont l'Agence de Sécurité Nationale (NSA) et le Département de la Sécurité Intérieure (DHS), ainsi que les géants technologiques liés au renseignement que sont Google, Oracle et Palantir. Plusieurs de mes rapports publiés dans *The Last American Vagabond* et du journaliste Derrick Broze ont révélé l'extrême secret de l'opération, ses nombreux conflits d'intérêts et ses liens profonds avec la Silicon Valley et les initiatives technocratiques orwelliennes.

Les directives officielles de Warp Speed discutent longuement de son plan par

étapes pour engager le public et traiter les questions de « l'hésitation sur les vaccins ». Selon le document de Warp Speed intitulé « De l'usine aux premières lignes », « les communications stratégiques et les messages publics sont essentiels pour assurer une acceptation maximale des vaccins, ce qui nécessite une saturation des messages dans les médias nationaux ». Il indique également que « la collaboration avec des partenaires établis – en particulier ceux qui sont des sources fiables pour les publics cibles – est essentielle pour faire progresser la compréhension, l'accès et l'acceptation des vaccins éventuels par le public » et que « pour obtenir une couverture élevée, il faudra identifier les bons messages pour promouvoir la confiance dans les vaccins, contrer la désinformation et cibler la sensibilisation des populations vulnérables et à risque ».

Le document note également que Warp Speed utilisera le cadre stratégique à trois volets du CDC pour son effort de communication. Le troisième pilier de cette stratégie est intitulé « Stop aux mythes » et a pour objectif principal « d'établir des partenariats pour contenir la propagation de la désinformation » ainsi que de « travailler avec des partenaires locaux et des messagers de confiance pour améliorer la confiance dans les vaccins ».

Bien que ce document particulier de Warp Speed soit court sur les détails, le guide provisoire du Programme de Vaccination contre la Covid-19 du CDC contient des informations supplémentaires. Il indique que l'Opération Warp Speed « fera appel à un large éventail de partenaires, de collaborations et de canaux de communication et d'information pour atteindre les objectifs de communication, sachant que les préférences en matière de canaux et les sources crédibles varient selon les publics et les personnes à haut risque de maladie grave et les populations critiques, et que les canaux n'ont pas tous la même capacité à atteindre les différents objectifs de communication ». Elle déclare qu'elle concentrera ses efforts à cet égard sur les « canaux médiatiques traditionnels » (presse écrite, radio et télévision) ainsi que sur les « médias numériques » (Internet, médias sociaux et SMS).

Le document du CDC révèle en outre que la campagne de « messages publics » visant à « promouvoir l'adoption du vaccin » et à répondre aux « hésitations concernant le vaccin » est divisée en quatre phases et ajoute que la stratégie de communication globale de Warp Speed « devrait être opportune et applicable pour la phase actuelle du programme de vaccination contre la Covid-19 ».

Ces phases sont :

- Avant qu'un vaccin ne soit disponible.
- Le vaccin est disponible en quantité limitée pour certaines populations prioritaires.
- Le vaccin est de plus en plus disponible pour d'autres populations critiques et pour le grand public.
- Le vaccin est largement disponible.

Étant donné que le vaccin candidat contre la Covid-19 produit par Pfizer

devrait être approuvé d'ici à la fin novembre, il semble que l'État de sécurité nationale américain, qui mène actuellement l'Opération Warp Speed, avec des « messagers de confiance » dans les médias, se prépare à entrer dans la deuxième phase de sa stratégie de communication, dans laquelle les organisations de presse et les journalistes qui expriment des préoccupations légitimes au sujet de Warp Speed seront retirés des plateformes pour faire place à la saturation « nécessaire » des messages pro-vaccins dans le paysage médiatique anglophone.

source : <https://unlimitedhangout.com>

traduit par Réseau International